

« Les Rwandais seuls face à la tragédie »

Jean Hélène

Le Monde, 13 mai 1994

Les rebelles du FPR critiquent l'ONU et se demandent « pourquoi la France s'obstine à soutenir des perdants »

« *Mieux vaut tard que jamais* » : sur un ton posé, mais quelque peu condescendant, le chef d'état-major des forces du Front patriotique rwandais (FPR), le général Paul Kagame, qui accueille, mercredi 11 mai, à Biumba, le haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, José Ayala Lasso, ne dissimule pas ce qu'il pense de la communauté internationale, qui s'est surtout « *préoccupée d'évacuer ses expatriés, laissant les Rwandais seuls face à la tragédie* ». Mais « *vous pouvez toujours venir en aide aux personnes qui restent à sauver et nourrir les rescapés des tueries* », répond-il à l'émissaire de l'ONU, qui a lancé un appel aux valeurs morales pour faire cesser les massacres.

La délégation onusienne a quitté la capitale, « *exfiltrée* » par un officier du FPR. Après un entretien avec son interlocuteur, le général Kagame réitère devant quelques journalistes son espoir de voir l'ONU se cantonner à une assistance humanitaire. « *Pourquoi venir en force alors que le génocide est presque consommé ? demandait-il. De plus une telle intervention risquerait de protéger les responsables des massacres* ». Deux mille cinq cents

« *casques bleus* » suffiraient pour mener à bien un programme humanitaire, estime l'ancien officier de renseignements de l'armée ougandaise, en réponse aux responsables de la mission de l'ONU (MINUAR). Ces derniers ont recommandé au Conseil de sécurité un renforcement substantiel (« *5 500 ou 8 000 hommes* » contre 450 actuellement) du contingent onusien. « *S'il s'agit de faire cesser les massacres*, ajoute le général Kagame, qui refuse toute entrave à ses opérations militaires, *le FPR peut s'en charger, car nous avons réussi là où l'ONU a échoué. Nous pacifions chaque région conquise.* »

L'entourage du chef d'état-major se demande « *pourquoi la France s'obstine à soutenir un régime de perdants* » alors que « *nous entrerons bientôt à Kigali* ». Mais, pour Félix, un combattant de vingt-cinq ans, prendre Kigali est moins important que d'arrêter les extrémistes qui appellent au massacre. « *Une fois ces gens éliminés, les Rwandais retourneront vaquer à leurs tâches, car ils sont fatigués de la guerre.* »

« *Rien ne résiste à des troupes aguerries par dix ans de combats de brousse* », poursuit-il avec cette conviction commune à tous les gradés du FPR qu'ils vont bientôt l'emporter. Né au Burundi de parents réfugiés rwan-

dais, Félix s'est engagé en 1984 dans le mouvement de guérilla de Yoweri Museveni qui, deux ans plus tard, prenait le pouvoir en Ouganda. « *A l'époque, nous pensions déjà créer le FPR, et la lutte de Museveni était un terrain d'entraînement tout trouvé.* »

Des hameaux sentant la mort

Biumba a été conquise deux semaines après la reprise de la guerre civile, déclenchée par la mort du président Habyarimana, le 6 avril dernier. La ville n'est ni détruite ni pillée mais paraît abandonnée, hormis les allées et venues des maquisards. Au sud de Biumba, les campagnes aussi semblent avoir été vidées par la guerre. Au sortir de la ville, la route serpente sur les crêtes dominant des collines tapissées de petits champs jusqu'à leur sommet, car l'espace est rare dans ce pays surpeuplé. Le mil est presque mûr, mais personne ne se prépare aux récoltes : encore une famine à prévoir.

Le long de la route, le FPR a disposé quelques barrages. Sa présence est discrète, preuve qu'il contrôle bien la région. A flanc de colline, un immense camp de déplacés totalement abandonné par ses 70 000 résidents, qui

se sont répartis vers le nord dès les premiers combats. Un peu plus loin, un autre camp très récent fait de huttes et de branchages. Les gens disent qu'ils ont fui les interhamwe, ces milices pro-gouvernementales, fer de lance de l'élimination des Tutsis et des opposants hutus. Nulle trace de résistance populaire face à l'avancée des Tutsis du FPR, comme cela s'est passé au Burundi devant la progression de l'armée venue pacifier les régions révoltées.

Au retour, en s'approchant de Kigali, on traverse une succession de hameaux bombardés ou pillés sentant la mort. Dans les bananeraies, plusieurs cadavres réduits à l'état de squelettes. Le long du chemin où circulent tranquillement des rebelles, des vêtements, des ustensiles domestiques éparpillés, comme si les fuyards avaient tout laissé tomber, soudain saisis par la panique. Et puis, brusquement, apparaît la silhouette de l'ancien Parlement, qui sert toujours de quartier général au FPR.

Les voyageurs qui viennent de l'est du pays, conquis par les rebelles, parlent d'un « *chemin de mort* » le long duquel toutes les églises sont maculées de sang. Les civils qui y ont trouvé refuge ont été systématiquement massacrés par les milices hutues, qui font encore régner une certaine insécurité derrière les lignes du FPR.